



## Des milliers de manifestants défilent à Paris contre le meurtre de Liu Shaoyo par la police

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 05 avril 2017

[wsws.org](#) 4 avril 2017

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Environ 8.000 manifestants ont participé dimanche à une manifestation organisée à Paris par des associations asiatiques, contre le meurtre de Liu Shaoyo le 26 mars par la police. Les manifestants s'opposaient également à une campagne réactionnaire des services de renseignement français, qui laissent entendre que leur opposition à l'exécution extrajudiciaire de ce père de famille de 56 ans n'est qu'une campagne montée par l'Etat chinois.

Une banderole était tendue autour de la statue au centre de la Place de la République, avec la mention «Police assassine, on veut la justice». Les manifestants portaient des banderoles «Vérité, justice, dignité» ou «J'aime la France».

Un jeune, Chen Hui, de 21 ans, y a déclaré qu'il était venu à la manifestation «pour ne pas être le prochain à être tué par un policier», car il craignait que la communauté asiatique sera une «cible» de violences policières.

Sacha Lin-Jung, un des organisateurs de la manifestation qui anime également l'association Chinois résidant en France, a déclaré sur Twitter: «Les violences policières touchent tous les Français. Nous prenons la parole aujourd'hui et aussi nos responsabilités». Il a ajouté que le but de la manifestation était de «faire pression et soutenir la famille pour rétablir la vérité et lutter contre les violences policières».

Ce meurtre souligne la montée des violences policières, contre des personnes des origines les plus diverses, sous l'état d'urgence en France, peu après le viol par la police de Théo à Aulnay sous Bois. Selon les filles de Liu, la police a défoncé la porte de leur appartement, dans un quartier populaire de Paris, et abattu sans sommation leur père, qui tenait des ciseaux pour découper un poisson qu'il cuisinait. Il n'y aurait eu aucun contact entre la police et leur père.

La police a présenté de multiples versions des faits sans pouvoir expliquer pourquoi elle avait abattu Liu Shaoyo. D'abord, elle a prétendu qu'il aurait attaqué avec ses ciseaux l'un des policiers qui, blessé, se serait rendu à l'hôpital «en urgence relative». Puis elle a déclaré qu'en fait, le policier n'avait pas été blessé du tout, son gilet pare-balles ayant arrêté les ciseaux de Liu. Ni l'une ni l'autre de ces versions n'explique pourquoi la police aurait été obligé d'abattre ce père de cinq enfants.

L'Etat chinois s'est vu forcé de demander publiquement à la France de protéger ses ressortissants sur le sol français, et de faire «toute la lumière sur cette affaire».

Les services français ont réagi en montant une campagne médiatique réactionnaire, visant à discréditer les soutiens de la famille Liu, et plus largement les associations de la communauté chinoise hostiles aux violences policières, en les traitant d'agents de Pékin et de la mafia chinoise.

Le 30 mars, Le Parisien a publié un article qui résumait une note de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Cette note aurait affirmé que la mafia chinoise, et notamment un «gros poisson» lié au proxénétisme et au jeu, tentait de «noyauter» les manifestations. Elle prétendait également qu'un «proche du Parti communiste chinois et un agent secret – tous deux investis dans la mouvance associative en France» – participaient aux manifestations, parce que Pékin «voit d'un très mauvais œil les manipulations des réseaux mafieux».

En même temps, la DGSI se plaignait selon Le Parisien du fait que les manifestants rejetaient toute accusation selon laquelle ils seraient pilotés par le régime chinois ou la mafia: «En effet, le mouvement rassemble de très nombreux jeunes gens, très revendicatifs, et qui ne veulent entendre parler ni des relais de Pékin ni des bandes mafieuses».

Le lendemain, France Info publiait des extraits d'une note de la DGSI qui dénonçait cette fois-ci surtout «les autorités chinoises», «activement impliquées dans le pilotage des manifestations». Les extraits de cette note entretenaient tous la suspicion envers les manifestants. Selon la DGSI, les associations chinoises «sont très étroitement pilotées par les autorités diplomatiques et consulaires chinoises» et «apparaissent inhabituellement mobilisées».

L'avocat de la famille Liu, Me Calvin Job, a rejeté ces insinuations lancées par les services contre les manifestants, qu'il traitait de «calomnieuses».

Il a ajouté: «Ce sont des contre-feux systématiquement allumés quand il est question de bavure policière. Quand on regarde les affaires récentes, comme l'affaire Théo, quand cela a commencé à prendre de l'ampleur, on nous a sorti une histoire de pseudo-détournement de fonds publics de la part de la famille du jeune Théo. Aujourd'hui, on veut nous faire croire que, comme les ressortissants de la communauté chinoise ne sont pas suffisamment matures pour s'organiser et contester des injustices qu'ils vivent, forcément ils sont manipulés!»

La tentative d'assimiler la manifestation Place de la République à des activités d'espions et des mafias est une provocation sinistre et absurde, visant essentiellement à délégitimer et, à long terme, à interdire toute opposition aux violences policières et à l'état d'urgence en France.

Un homme innocent est mort aux mains de la police, et des masses de gens de diverses origines ethniques à travers la France craignent de subir le même sort. Mais en lançant des accusations contre telle ou telle association, des accusations présentées sans aucune preuve, la police tente ensuite de discréditer la colère légitime de milliers de gens, surtout des jeunes, qui ont exercé leur droit démocratique de manifester.

Les tensions de classe sont explosives en France et à travers l'Europe. Des dizaines de millions de travailleurs européens sont au chômage, le gouvernement PS est profondément impopulaire après avoir écrasé des manifestations et imposé sa loi travail rétrograde, et la France vit sous un état d'urgence antidémocratique depuis un an et demi. Toutefois, selon les espions français, toute la colère sociale est la faute ... aux espions chinois!

La décision des forces de sécurité de présenter des arguments pareils constitue un avertissement pour les travailleurs. Conscientes du gouffre social entre les classes possédantes et les masses, elles assimilent toute contestation à une trahison et se préparent à interdire les manifestations et des associations qu'elles jugent nuisibles. C'est un signe de la profonde crise politique, et de l'isolement et l'état de panique de la classe dirigeante.

Alexandre Lantier

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Alex Lantier](http://wsws.org), [wsws.org](http://wsws.org), 2017

---

Articles Par : [Alex Lantier](http://wsws.org)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)